

Vers une croissance verte

Résumé à l'intention des décideurs
Mai 2011



En juin 2009, les ministres de 34 pays ont signé une Déclaration sur la croissance verte, dans laquelle ils s'engagent à « accentuer leurs efforts pour mettre en œuvre des stratégies de croissance verte, dans le cadre de leur réponse à la crise actuelle et au-delà, en reconnaissant que “croissance” et “souci de l'environnement” peuvent aller de pair ». Ils ont chargé l'OCDE d'élaborer une Stratégie pour une croissance verte, qui intègre les aspects économiques, environnementaux, sociaux, technologiques et de développement dans un cadre global.

La Stratégie répond à ce mandat. Elle constitue l'une des contributions de l'OCDE à la Conférence Rio+20 qui aura lieu en juin 2012.

**Déclaration sur la croissance verte, adoptée à la Réunion
du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres, le 25 juin 2009.**

Cette brochure a été préparée pour la Réunion du Conseil de
l'OCDE au niveau des ministres des 25 et 26 mai 2011 à Paris.

Table des matières

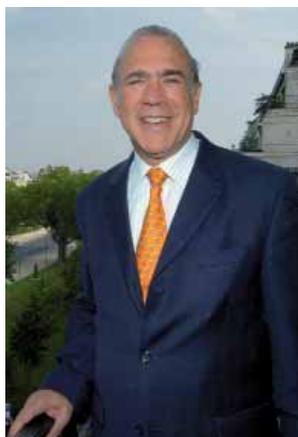
| | |
|--|----|
| Message du Secrétaire général de l'OCDE | 2 |
| Qu'est-ce que la croissance verte et pourquoi en avons-nous besoin ? | 4 |
| Sources de croissance verte | 5 |
| La croissance verte en marche | 6 |
| Un cadre pour les stratégies de croissance verte | 7 |
| Quels sont les aspects essentiels des stratégies de croissance verte ? | 8 |
| Initiatives en faveur de la croissance verte | 12 |
| Quel effet la croissance verte aura-t-elle sur l'emploi ? | 15 |
| Traiter les aspects redistributifs | 18 |
| La coopération internationale au service de la croissance verte | 19 |
| Suivre les progrès vers la croissance verte | 21 |
| Bâtir des stratégies de croissance verte | 23 |
| Prochaines étapes de la stratégie de l'OCDE pour une croissance verte | 24 |
| Principales publications de l'OCDE | 25 |

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les interprétations exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de l'OCDE ou des gouvernements de ses pays membres.

© OCDE 2011

Vous êtes autorisés à utiliser le contenu OCDE de cette publication à des fins non commerciales. Les demandes pour usage commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org.

Message du Secrétaire général de l'OCDE



La Stratégie de l'OCDE pour une croissance verte : un prisme à travers lequel examiner la croissance

L'économie mondiale sort lentement, et de façon inégale, de la pire situation de crise que la plupart d'entre nous aient jamais connue. Tout en affrontant des problèmes immédiats comme le chômage élevé, les tensions inflationnistes ou le déficit des finances publiques, nous devons regarder de l'avant et concevoir de nouveaux moyens d'assurer pour les années à venir la croissance et le progrès que nous en sommes venus à considérer comme allant de soi.

Un retour au statu quo serait de fait bien peu avisé et non viable à terme, les risques qu'il mettrait en jeu pouvant induire des coûts humains et freiner la croissance économique et le développement. Il pourrait avoir pour conséquences une raréfaction grandissante de l'eau, des goulets d'étranglement liés aux ressources, la pollution de l'air et de l'eau, la modification du climat et des pertes de biodiversité irréversibles.

Des stratégies sont nécessaires pour parvenir à une croissance plus verte. Si nous ne voulons pas voir s'interrompre la progression du niveau de vie que nous connaissons depuis cinquante ans, il nous faut trouver de nouveaux moyens de produire et de consommer. Et même redéfinir ce que nous entendons par le « progrès », et la manière dont nous le mesurons. Nous devons aussi veiller à ce que les citoyens nous accompagnent dans cette voie, en commençant par faciliter l'acquisition des compétences voulues pour que les avantages du changement structurel en termes d'emploi puissent être mis à profit.

Nous ne pouvons cependant pas partir de zéro. Modifier les modèles de croissance, les habitudes de consommation, les

technologies et les infrastructures est un projet de longue haleine et nous allons devoir subir longtemps les conséquences des décisions du passé. Cette « dépendance à l'égard du chemin suivi » va sans doute amplifier les risques environnementaux systémiques, même si nous parvenons à mettre rapidement en place les bonnes politiques.

L'économie moderne a été créée et prospère grâce à l'innovation ; en retour, l'économie encourage à trouver de nouveaux modes de fonctionnement et inventer de nouveaux produits. Cela continuera d'être le cas. Les changements et l'innovation non technologiques, portant par exemple sur les modèles économiques, les modes de travail, l'aménagement des villes ou l'organisation des transports, seront également des facteurs déterminants de la croissance verte. Aucun gouvernement ne possède à lui seul la totalité des ressources technologiques, scientifiques, financières et autres nécessaires pour mettre en œuvre une croissance verte. Les défis sont mondiaux, et nous avons récemment vu se déployer des initiatives internationales encourageantes visant à s'attaquer collectivement aux problèmes d'environnement, notamment dans le cadre des accords sans précédent de Cancun sur le changement climatique.

Lors de la réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres de juin 2009, les ministres ont reconnu que « croissance » et « souci de l'environnement » pouvaient aller de pair, et ont chargé l'OCDE d'élaborer une Stratégie pour une croissance verte. Depuis lors, nous collaborons avec divers partenaires représentant aussi bien les administrations publiques que la société civile, afin de définir le cadre dans lequel les pays pourront poursuivre leur croissance et leur développement économique, tout en luttant contre le changement climatique, et en évitant une dégradation coûteuse de

l'environnement ainsi que le gaspillage des ressources naturelles.

Les publications, *Vers une croissance verte* et *Vers une croissance verte – Suivre les progrès : les indicateurs de l'OCDE*, récapitulent les travaux effectués à ce jour. Ces analyses, qui offrent un prisme à travers lequel examiner la croissance, constituent une première étape importante vers l'élaboration de stratégies de croissance verte, tout en proposant un cadre d'action directement applicable à l'intention des décideurs publics dans les économies avancées, émergentes et en développement.

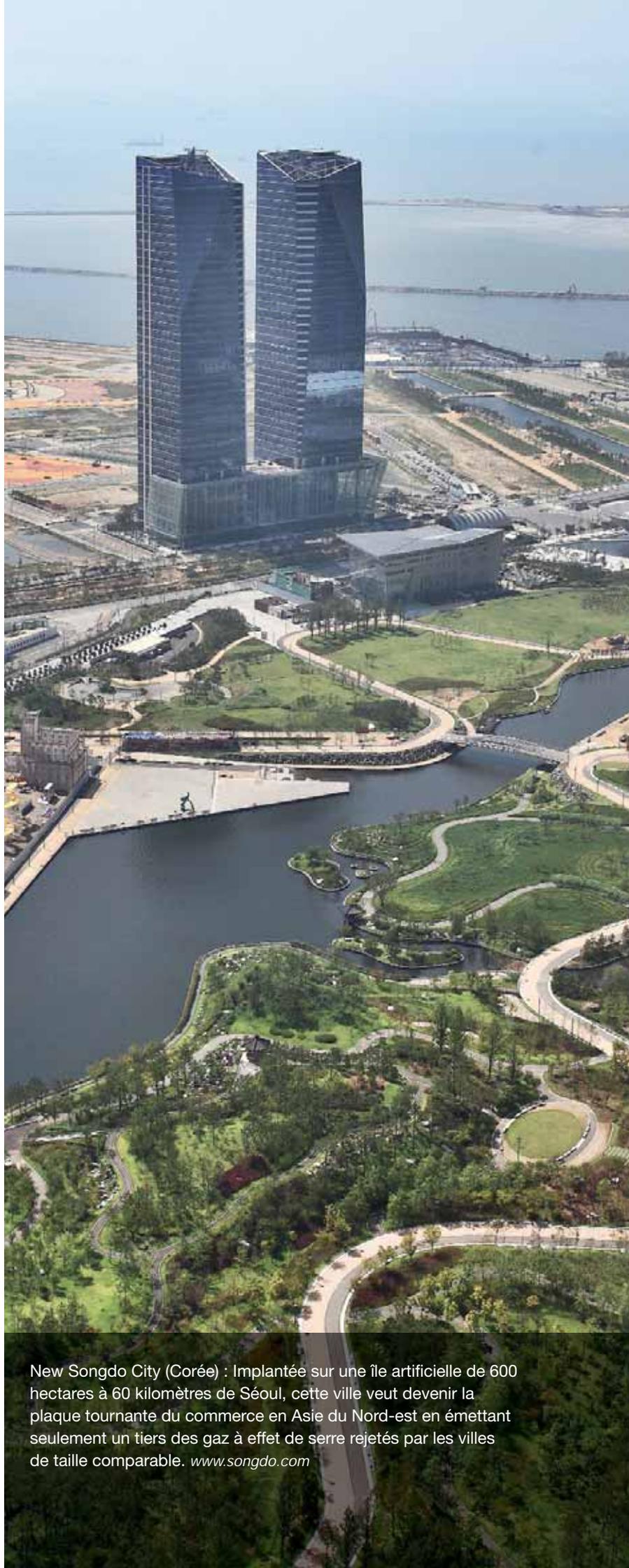
L'OCDE continuera de soutenir les efforts engagés à l'échelle mondiale pour promouvoir la croissance verte, en particulier dans la perspective de la Conférence Rio+20. La prochaine étape consistera à inscrire la croissance verte dans les études par pays de l'OCDE et dans les futurs travaux de l'Organisation sur les indicateurs, les panoplies d'instruments et les études sectorielles, afin de faciliter la tâche des pays dans leurs efforts en faveur de la croissance verte.

Les objectifs que nous nous sommes fixés sont ambitieux, mais je suis convaincu qu'en unissant nos efforts nous parviendrons à les atteindre.



Angel Gurría

Secrétaire général de l'OCDE

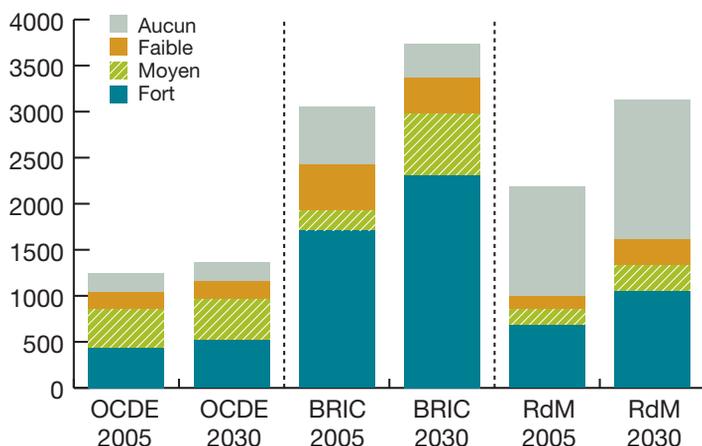


New Songdo City (Corée) : Implantée sur une île artificielle de 600 hectares à 60 kilomètres de Séoul, cette ville veut devenir la plaque tournante du commerce en Asie du Nord-est en émettant seulement un tiers des gaz à effet de serre rejetés par les villes de taille comparable. www.songdo.com

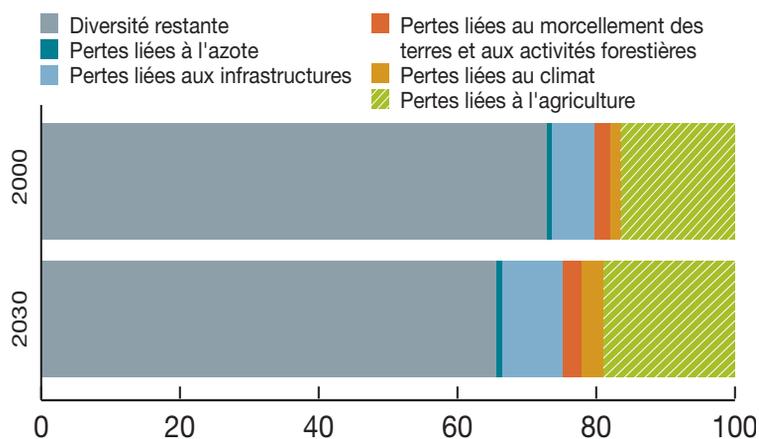
Qu'est-ce que la croissance verte et pourquoi en avons-nous besoin ?

Principaux défis environnementaux

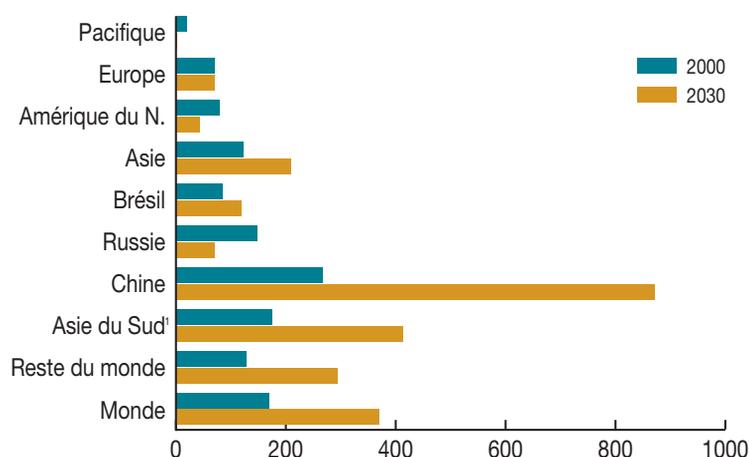
Personnes en situation de stress hydrique, millions de personnes



Menaces mondiales sur la diversité (pourcentage)



Décès prématurés dus à la pollution atmosphérique, par millions d'habitants



1. Y compris l'Inde

Source: OCDE (2008), Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2030, et OCDE (2009), Économie de la lutte contre le changement climatique : Politiques et options pour une action globale au-delà de 2012.

Une politique de croissance verte consiste à favoriser la croissance économique et le développement tout en veillant à ce que les actifs naturels continuent de fournir les ressources et les services environnementaux sur lesquels repose notre bien-être. À cette fin, elle doit catalyser l'investissement et l'innovation qui étayeront une croissance durable et créeront de nouvelles opportunités économiques.

Nous avons besoin d'une croissance verte parce que l'érosion du capital naturel induite par la croissance augmente les risques pour le développement. Si l'on n'y prend pas garde, cette érosion se traduira par une raréfaction grandissante de l'eau, une aggravation des goulets d'étranglement liés aux ressources et de la pollution, une modification du climat et des pertes de biodiversité irréversibles.

Ces tensions risquent de compromettre les perspectives de croissance futures pour au moins deux raisons :

- Il devient de plus en plus coûteux de substituer du capital physique au capital naturel. Par exemple, si l'eau devient plus rare ou plus polluée, il faudra renforcer les infrastructures pour la transporter et l'épurer.
- Le changement ne suit pas nécessairement une trajectoire lisse et prévisible. Ainsi, certains stocks de poissons se sont soudainement effondrés après n'avoir diminué que lentement pendant des années.

Si nous ne voulons pas voir s'interrompre la progression du niveau de vie enregistrée depuis cinquante ans, il nous faut trouver de nouveaux moyens de produire et de consommer, voire redéfinir ce que nous entendons par le « progrès », et comment nous le mesurons.

33 % : la proportion de la population mondiale qui pourrait être affectée par le manque d'eau à l'horizon 2025

10 % : l'ampleur de la perte de biodiversité d'ici à 2030 si des mesures ne sont pas prises pour endiguer ce phénomène

Sources de croissance verte

La croissance verte peut ouvrir de nouvelles sources de croissance par le biais de différents canaux :

- **Productivité.** Incitations à une plus grande efficacité dans l'utilisation des ressources et actifs naturels, notamment en améliorant la productivité, en réduisant la production de déchets et la consommation d'énergie, et en affectant les ressources aux usages présentant la plus forte valeur.
- **Innovation.** Opportunités d'innovation, favorisées par des politiques et des conditions-cadre qui permettent de trouver de nouveaux moyens de créer de la valeur et de s'attaquer aux problèmes d'environnement.
- **Nouveaux marchés.** Création de nouveaux marchés par la stimulation de la demande de technologies vertes et de biens et services verts ; création de nouvelles opportunités d'emploi.
- **Confiance.** Renforcement de la confiance des investisseurs par l'amélioration de la prévisibilité et de la stabilité de l'action des pouvoirs publics face aux grands problèmes d'environnement.
- **Stabilité.** Meilleur équilibre macro-économique, atténuation de l'instabilité des prix des ressources et action en faveur de l'assainissement des

finances publiques, par exemple au travers du réexamen de la composition et de l'efficacité des dépenses publiques, et d'une augmentation des recettes par le biais de la tarification de la pollution.

La croissance verte réduira en outre les risques pour la croissance découlant des facteurs suivants :

- **Les goulets d'étranglement** qui se produisent lorsque la rareté des ressources ou la baisse de leur qualité impose des investissements plus coûteux, rendant par exemple nécessaires, dans le cas de l'eau, des infrastructures à forte intensité de capital. À cet égard, la perte de capital naturel peut être plus importante que le gain procuré par l'activité économique, compromettant les fondements d'une croissance durable dans l'avenir.
- **Les déséquilibres** des systèmes naturels entraînent un risque d'effets soudains, très néfastes et potentiellement irréversibles. Des initiatives lancées pour déterminer les seuils potentiels laissent à penser que certains d'entre eux ont déjà été franchis - changement climatique, cycles mondiaux de l'azote et érosion de la biodiversité.

112 000 milliards USD : la valeur des économies d'énergie réalisées entre 2020 et 2050 grâce aux investissements dans des systèmes énergétiques bas-carbone

153 milliards EUR : la valeur économique en 2005 de l'activité pollinisatrice des insectes (surtout abeilles) pour les principales cultures dont se nourrit le monde

2 100 à 6 300 milliards USD : les opportunités commerciales potentiellement associées à la viabilité écologique dans les seuls secteurs des ressources naturelles d'ici à 2050

1991 : année de l'instauration d'une taxe carbone en Suède, dont l'économie a depuis lors enregistré une croissance de 50 %

Croissance verte et développement durable



Le développement durable est important pour situer le concept de croissance verte. La Stratégie de l'OCDE

pour une croissance verte s'appuie sur la masse considérable d'analyses et d'actions entreprises à l'issue du Sommet de la Terre organisé à Rio en 1992. Elle définit un programme d'action clair et ciblé en vue d'arriver à des résultats sur certains des principaux objectifs de Rio.

La croissance verte n'est pas censée se substituer au développement durable, mais doit être considérée comme un volet de celui-ci. Il s'agit d'un concept plus étroit,

assorti d'un programme d'action opérationnel qui peut contribuer à un progrès tangible et mesurable à l'interface de l'économie et de l'environnement. L'effort est résolument centré sur la création des conditions nécessaires à l'innovation, à l'investissement et à la concurrence, qui peuvent créer de nouvelles sources de croissance économique, sans nuire à la résilience des écosystèmes.

Les stratégies de croissance verte doivent aussi prêter une attention particulière aux problèmes sociaux et aux préoccupations relatives à l'équité qui peuvent résulter directement du verdissement de

l'économie – et ce aux niveaux tant national qu'international. À cet effet, il convient de les mettre en œuvre parallèlement à des initiatives centrées sur le pilier social plus général du développement durable.

La Stratégie déploie un cadre d'action réalisable, conçu de façon suffisamment flexible pour s'adapter à la situation et au stade de développement de chaque pays. En partenariat avec les initiatives d'autres organisations internationales, notamment le PNUE, la CESAP-ONU et la Banque mondiale, les travaux de l'OCDE sur la croissance verte ont été aménagés de façon à contribuer à la réalisation des objectifs de Rio+20.

La croissance verte en marche

Corée, Irlande, Chine, Rwanda



La stratégie pour une croissance verte et le plan quinquennal (2009-2013) de la **Corée** mettent en place un cadre global d'action publique en faveur de la croissance verte. La stratégie vise à :

(1) promouvoir de nouveaux moteurs de croissance respectueux de l'environnement,
(2) améliorer la qualité de vie de la population, et
(3) contribuer aux efforts internationaux de lutte contre le changement climatique. Pour faciliter la concrétisation de la nouvelle vision, la Commission présidentielle sur la croissance verte a été créée en 2009 et la 'loi-cadre sur la croissance verte sobre en carbone' a été adoptée en 2010. Le plan quinquennal procure un schéma directeur définissant les actions gouvernementales à entreprendre pour mettre en œuvre la stratégie ; ce plan indique les affectations budgétaires spécifiques et les missions détaillées des ministères et des entités publiques locales. Aux termes du plan, l'État dépensera environ 2 % du PIB annuel dans des programmes et des projets relatifs à la croissance verte.

Le plan national de développement de l'**Irlande** (2007-2013) définit à titre indicatif les allocations financières destinées aux priorités d'investissement visant à renforcer la compétitivité économique et à assurer une meilleure qualité de vie. Il rassemble différentes politiques sectorielles d'investissement dans un seul et même cadre global, afin de favoriser la coordination et l'harmonisation des politiques, créant ainsi un cadre financier dans lequel les ministères et les organismes publics sont à même de planifier les investissements publics et d'en assurer la mise en œuvre. Son chapitre sur l'environnement traite des transports, de la gestion des déchets, du changement climatique, de la recherche sur l'environnement et de l'énergie durable. En 2007, les programmes d'investissement ayant une incidence directe sur la promotion de la durabilité environnementale totalisaient plus de 1.3 milliard EUR.

« Les avantages du verdissement de l'économie mondiale sont aussi tangibles que considérables, les gouvernements et le secteur privé disposent des moyens de la réaliser et le moment de relever le défi est arrivé. »

PNUE, Vers une économie verte : Pour un développement durable et une éradication de la pauvreté www.unep.org/greeneconomy

La section « Développement vert » du 12^{ème} plan quinquennal **chinois** (FYP, 2011-2015) témoigne de l'aspiration du pays à s'orienter vers une économie verte. Le plan est une feuille de route nationale stratégique qui fixe les priorités du développement socio-économique futur de la Chine, et indique les grandes orientations et les objectifs pour l'élaboration des politiques à l'échelon sectoriel et infranational. Six axes stratégiques ont été définis pour le « Développement vert » : le changement climatique, les économies et la gestion des ressources, l'économie circulaire, la protection de l'environnement, la protection et la restauration des écosystèmes, la conservation des ressources en eau et la prévention des catastrophes naturelles. Ces grands axes imposent plusieurs objectifs contraignants nouveaux (par exemple, réduction de 17 % des émissions de carbone par unité de PIB à l'horizon 2015 et de 10 % des émissions atmosphériques de NOx et d'azote à cette même échéance), outre les objectifs du 11^{ème} plan qui restent en vigueur (en matière d'intensité énergétique, de SO₂ et de DCO, par exemple). Le 12^{ème} FYP énonce également des lignes directrices détaillées, par exemple les programmes de démonstration et de diffusion des technologies d'efficacité énergétique, sur lesquels l'accent est mis car ces technologies stimulent les économies d'énergie et ouvrent dans le même temps de nouvelles possibilités de croissance.

La stratégie de développement économique et de lutte contre la pauvreté du **Rwanda** (2008-2012) est la deuxième stratégie à moyen terme conçue par ce pays en vue d'atteindre les objectifs qu'il s'est fixés à l'horizon 2020. Cette stratégie définit des objectifs à moyen terme et des allocations financières indicatives. L'environnement y est considéré comme un enjeu transversal fondamental. En outre, plusieurs secteurs dans lesquels l'environnement et les ressources naturelles remplissent une fonction majeure sont jugés essentiels pour atteindre les objectifs de développement du Rwanda, étant donné leurs liens avec la production (terres, par exemple) ou avec la santé (alimentation en eau et assainissement, entre autres). Un total de 62 milliards RWF a été alloué au secteur de l'environnement, des terres et de la forêt pour la période 2008-2012, soit 1.8 % des dépenses publiques totales. Pour le secteur de l'eau et de l'assainissement, 146 milliards RWF sont prévus, soit 4.2% des dépenses publiques totales.

Un cadre pour les stratégies de croissance verte

L'objectif général d'un cadre d'action en faveur de la croissance verte est de mettre en place des incitations ou des institutions qui accroissent le bien-être :

- en améliorant la gestion des ressources et en stimulant la productivité ;
- en encourageant l'activité économique dans les domaines où elle produira le plus d'avantages pour la société sur la durée ;
- en suscitant de nouveaux moyens d'atteindre ces deux premiers objectifs, c'est-à-dire en favorisant l'innovation.

Le verdissement de la trajectoire de croissance d'une économie dépend du cadre d'action et du dispositif institutionnel, du niveau de développement, de la dotation en ressources naturelles et des points exposés à des pressions environnementales. Les défis et opportunités ne sont pas les mêmes pour les pays avancés, émergents ou en développement. Ils varient aussi en fonction de la situation économique et politique de chaque pays. Il existe néanmoins des considérations universelles qui doivent être prises en compte quel que soit le contexte. Et dans tous les cas, les pouvoirs publics doivent envisager un très large éventail de politiques, sans se limiter aux mesures « vertes » classiques.

Le cadre de la Stratégie pour une croissance verte constitue un prisme à travers lequel examiner la croissance et identifier les synergies entre les politiques économique et environnementale. Elle prend pleinement en compte la valeur du capital naturel en tant que facteur de production parmi d'autres produits et services. Elle met en œuvre des moyens efficaces par rapport à leur coût pour atténuer les pressions environnementales afin d'amorcer la transition vers de nouveaux modèles de croissance qui éviteront le franchissement de seuils environnementaux critiques aux niveaux local, régional et mondial.

Ce type de stratégie reconnaît que les technologies de production existantes et le comportement actuel des consommateurs ne permettent d'obtenir de résultats positifs que jusqu'à un certain point. À partir d'un certain stade, l'épuisement du capital naturel a des conséquences négatives sur la croissance

globale. Nous ne savons pas où exactement cette frontière se situe dans tous les cas, mais nous savons qu'en l'absence d'innovation, la capacité de substitution d'un capital naturel (épuisé) par un capital reproductible (par exemple des machines) est limitée.

Une stratégie de croissance verte reconnaît en outre que le recours exclusif au PIB comme mesure du progrès économique ne permet généralement pas de prendre en considération la contribution des actifs naturels à la prospérité, à la santé et au bien-être. Elle ciblera donc un ensemble de mesures du progrès, englobant la qualité et la composition de la croissance, et l'impact de ces éléments sur la prospérité et le bien-être des individus.

Il importera de mettre en adéquation les politiques de croissance verte avec les objectifs de réduction de la pauvreté pour adapter ce cadre aux pays émergents et en développement. Il existe entre la croissance verte et la lutte contre la pauvreté d'importantes relations de complémentarité, qui peuvent favoriser la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). La croissance verte peut ainsi contribuer à :

- apporter aux populations des infrastructures plus efficaces en matière d'eau, d'énergie et de transports,
- faire refluer les problèmes de santé liés à la dégradation de l'environnement, et
- introduire des technologies efficaces capables de réduire les coûts et d'accroître la productivité tout en allégeant les pressions qui pèsent sur l'environnement.

Vu le rôle central que jouent les actifs naturels dans les pays à faible revenu, les politiques de croissance verte peuvent atténuer la vulnérabilité face aux risques environnementaux et renforcer la sécurité des moyens d'existence des plus démunis.

« En négligeant l'environnement, nous amputons de plusieurs points le PIB, et limitons du même coup nos perspectives d'avenir. »

Inger Andersen, Vice-Présidente, Développement durable, Banque mondiale
<http://banquemondiale.org>

22 : le facteur par lequel la production économique a été multipliée au cours du XX^{ème} siècle

30 ans : le gain d'espérance de vie acquis dans la plupart des régions du monde grâce aux progrès réalisés depuis 150 ans

1,7 millions : le nombre de décès imputables à la pollution de l'eau, touchant principalement des enfants de moins de 5 ans, et qui pourraient être évités chaque année dans le monde

6,4 millions : le nombre de décès imputables à la pollution de l'air qui pourraient être évités

1 300 milliards USD : les avantages mesurables, en termes de santé publique, de la loi sur la pureté de l'air des États-Unis

50% : la baisse estimée des coûts de la lutte contre le changement climatique lorsque l'amélioration de l'espérance de vie est prise en compte

25% : la proportion de la richesse dans les pays à faible revenu représentée par le capital naturel

Quels sont les aspects essentiels des stratégies de croissance verte ?

Modifier les modèles de croissance, les habitudes de consommation, les technologies et les infrastructures est un projet de longue haleine et nous allons devoir subir longtemps les conséquences des décisions du passé. Cette « dépendance à l'égard du chemin suivi » va sans doute amplifier les risques environnementaux systémiques, même si nous parvenons à mettre rapidement en place les bonnes politiques.

Les stratégies de croissance verte doivent donc être suffisamment flexibles pour tirer parti des technologies nouvelles et des opportunités imprévues qui se font jour, et abandonner une approche si une meilleure apparaît.

L'utilisation et la gestion efficaces des ressources sont un objectif fondamental de la politique économique, et la croissance verte impliquera de nombreuses interventions budgétaires et réglementaires qui ne sont pas habituellement associées à un programme d'action « vert ».

Toute stratégie de croissance verte repose essentiellement sur deux grands ensembles de mesures :

■ Le premier se compose de mesures générales visant au renforcement mutuel de la croissance économique et de la conservation du capital naturel. Ces mesures fixent notamment un cadre budgétaire et un cadre réglementaire qui, s'ils sont bien conçus et exécutés, permettent l'affectation des ressources la plus efficace possible. C'est là un programme habituel de politique économique, qui a pour avantage supplémentaire de favoriser aussi bien l'environnement que l'économie. Il doit être complété par des mesures en faveur de l'innovation.

■ Le second comprend des mesures conçues pour inciter à une utilisation efficace des ressources naturelles et rendre les activités polluantes plus coûteuses. Il s'agit d'une combinaison d'instruments fondés sur les prix, tels que des taxes liées à l'environnement et des instruments non économiques comme la réglementation, les politiques de soutien à la technologie et les approches volontaires.

Même si les conditions diffèrent selon les pays, la fixation d'un prix à payer pour la pollution ou pour la surexploitation de ressources naturelles rares – par le biais de mécanismes comme les taxes ou les permis négociables – doit être un élément central de la panoplie de mesures appliquées. Les instruments de tarification aident généralement à réduire au minimum les coûts de réalisation d'un objectif donné et incitent à continuer d'améliorer l'efficacité et d'innover.

Le recours accru aux taxes liées à l'environnement peut aller dans le sens d'une réforme fiscale axée sur la croissance, en contribuant à réduire la part de la pression fiscale représentée par l'impôt sur le revenu des sociétés et des personnes physiques et les cotisations sociales, dont les effets de distorsion sont plus grands. Les taxes sur l'énergie et sur le CO₂ peuvent aussi s'inscrire dans le cadre de programmes généraux d'assainissement budgétaire, en offrant une solution de remplacement intéressante à l'alourdissement de la fiscalité sur les revenus du travail ou des entreprises, ou aux coupes dans les dépenses publiques.

Toutes les situations ne se prêtent pas à l'utilisation d'instruments économiques. Dans certains cas, des réglementations bien conçues, des politiques actives en faveur des technologies et des approches volontaires peuvent se révéler plus appropriées ou compléter utilement les instruments économiques. En outre, la réactivité des entreprises et des consommateurs aux signaux de prix peut, dans bien des cas, être renforcée par des mesures d'information qui font ressortir les conséquences des dommages causés à l'environnement par certaines activités et les solutions de remplacement plus propres disponibles.

Dans tous les cas, les décisions de politique économique prises aujourd'hui doivent s'inscrire dans une perspective à plus long terme en raison des synergies qui existent généralement entre les trajectoires de croissance et de progrès technologique, ce qui crée une dépendance à l'égard du chemin suivi et un verrouillage technologique et institutionnel. Les impacts environnementaux sont aussi cumulatifs et parfois irréversibles. Les mesures prises aujourd'hui pour parer à des effets défavorables, irréversibles, voire catastrophiques, peuvent éviter des coûts économiques significatifs dans l'avenir.

1 génération : l'horizon auquel les émissions mondiales de GES devront être orientées à la baisse

2 générations : la durée de vie habituelle d'une centrale électrique

Jusqu'à 10 générations : la durée de vie prévue des schémas des liaisons de transport et des structures urbaines

5 % du PIB : l'ampleur moyenne de l'assainissement budgétaire requis dans les pays de l'OCDE d'ici à 2025

3 % du PIB : l'ampleur approximative des recettes potentielles des taxes carbone dans la zone OCDE d'ici à 2020





Quels sont les aspects essentiels des stratégies de croissance verte ?

Mesures face aux contraintes pesant sur la croissance verte

| Contraintes pesant sur la croissance verte | Lignes d'action envisageables |
|--|---|
| Infrastructure déficiente | <ul style="list-style-type: none"> – Partenariats public-privé – Investissement public – Tarifs d'utilisation – Transferts |
| Faiblesse du capital humain et social et médiocre qualité institutionnelle | <ul style="list-style-type: none"> – Réforme/suppression des subventions – Accroissement et stabilisation des recettes publiques |
| Protection insuffisante par les droits de propriété, subventions | <ul style="list-style-type: none"> – Examen et réforme ou suppression |
| Incertitude réglementaire | <ul style="list-style-type: none"> – Fixation d'objectifs – Création de systèmes de gouvernance indépendants |
| Externalités liées à l'information et incitations divergentes | <ul style="list-style-type: none"> – Étiquetage – Approches volontaires – Subventions – Normes technologiques et de résultats |
| Externalités environnementales | <ul style="list-style-type: none"> – Subventions – Permis négociables – Taxes |
| Faible rendement de la R-D | <ul style="list-style-type: none"> – Subventions et incitations fiscales à la R-D – Concentration de l'effort sur les technologies génériques |
| Effets de réseau | <ul style="list-style-type: none"> – Renforcement de la concurrence dans les industries de réseau – Subventions ou garanties de prêts pour les nouveaux projets dans les industries de réseau |
| Obstacles à la concurrence | <ul style="list-style-type: none"> – Réforme de la réglementation – Réduction du monopole public |

Quels sont les aspects essentiels des stratégies de croissance verte ?



Le développement des technologies vertes s'accélère dans certains domaines. Entre 1999 et 2008, le nombre des inventions brevetées a augmenté chaque année de :

24% dans le domaine des énergies renouvelables

20% dans celui des véhicules électriques et hybrides

11% dans celui de l'efficacité énergétique des bâtiments et de l'éclairage

25% : la part des technologies vertes dans le total des investissements en capital-risque aux États-Unis au premier semestre 2010

26% : la part des budgets publics de R-D énergétique qui est à présent consacrée à l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables, contre seulement 13 % en 1990

Innovation verte

Les sociétés finissent par devenir dépendantes des institutions et des technologies qui leur sont familières. L'inertie sociale et économique peut être si forte que même un changement susceptible d'apporter un bénéfice considérable restera sans effet sur les comportements. L'innovation joue un rôle déterminant dans le verdissement de la croissance en brisant la dépendance à l'égard des manières de faire établies, et en facilitant le découplage de la croissance et de l'épuisement des ressources naturelles.

Dans l'optique de l'innovation verte, les stratégies de croissance verte doivent prendre en compte les difficultés suivantes :

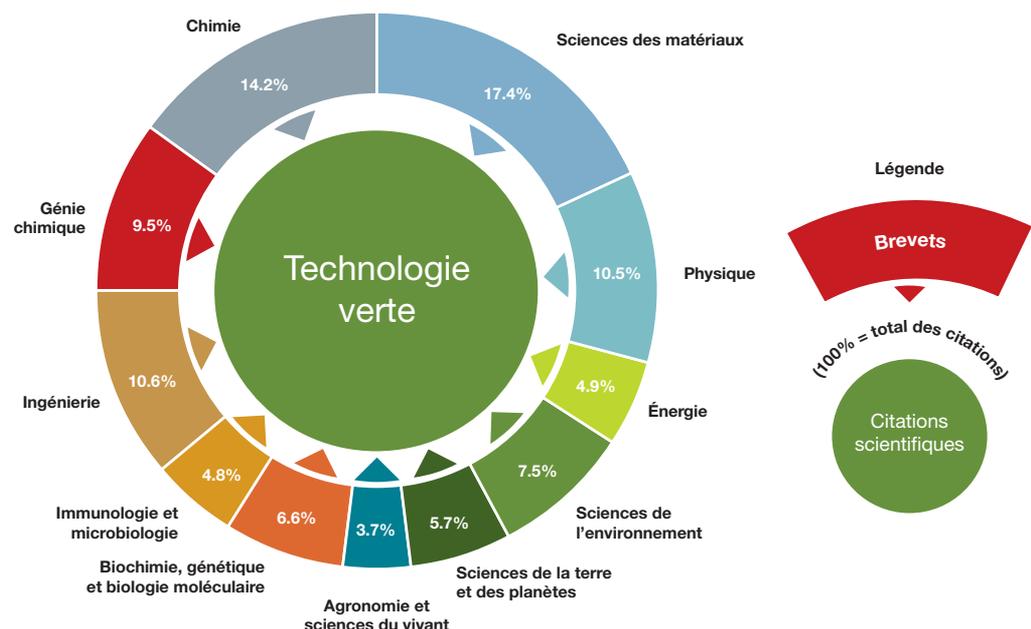
- Nombre d'externalités environnementales ne sont pas payantes ou ont un prix sous-évalué. Par exemple, faire payer le carbone peut susciter des innovations utiles à la lutte contre le changement climatique, mais les prix actuels du carbone sont trop faibles pour offrir une incitation suffisante.
- Les technologies nouvelles peuvent avoir du mal à rivaliser avec les technologies existantes, trouver leur

place sur le marché et se généraliser, en particulier sur des marchés comme l'énergie et les transports, qui sont dominés par les technologies en place. Il peut être nécessaire dans certains cas d'investir dans la recherche et d'apporter temporairement un soutien à la mise au point et la commercialisation de technologies vertes. Ce soutien doit favoriser l'émergence et l'adoption de technologies efficaces tout en limitant au minimum les risques de verrouillage technologique, d'absence de concurrence ou d'éviction de l'investissement privé. Il importe également de renforcer les marchés de l'innovation verte, par exemple au moyen de marchés publics, de normes et de réglementations bien conçus.

- Les obstacles aux échanges et à l'investissement peuvent freiner fortement le développement et la diffusion des technologies vertes. Il est essentiel de réduire ces obstacles ainsi que de protéger efficacement et faire respecter les droits de propriété intellectuelle (DPI) pour encourager le développement et la diffusion des technologies, et faciliter l'investissement direct étranger et l'octroi de licences. Une action multilatérale sera aussi nécessaire pour faciliter l'accès aux technologies vertes pour les pays les moins avancés.

Lien entre l'innovation et la science dans certaines technologies vertes

Lien brevet-science via les citations, 2000-07



Source: OCDE (2010), *Mesurer l'innovation : un nouveau regard*, d'après Scopus Custom Data, Elsevier, juillet 2009 ; OCDE, base de données sur les brevets, janvier 2010 ; et OEB, base de données mondiale sur les statistiques de brevets, septembre 2009.



Mesures pour promouvoir l'innovation verte

| Problème à résoudre | Lignes d'action envisageables |
|---|--|
| Demande insuffisante d'innovation verte | <ul style="list-style-type: none"> - Recours à des mesures agissant du côté de l'offre, telles que les marchés publics, les normes et les réglementations, sur des marchés et dans des conditions spécifiques - Recours à l'impôt et à des instruments du marché pour tarifier les externalités et renforcer les incitations |
| Manque de capacité d'innovation | <ul style="list-style-type: none"> - Mesures d'application générale visant à renforcer l'innovation |
| Obstacles technologiques et manque d'innovation radicale | <ul style="list-style-type: none"> - Investissement en R-D dans le domaine correspondant, notamment dans la recherche thématique et finalisée - Coopération internationale |
| Biais dans la recherche et l'investissement en faveur des technologies existantes | <ul style="list-style-type: none"> - Soutien à la R-D, incitations fiscales - Incitations à l'adoption / subventions - Remises de prix dans le domaine de la technologie |
| Manque de financements | <ul style="list-style-type: none"> - Fonds de co-investissement - Développement du marché |
| Obstacles réglementaires à l'implantation d'entreprises nouvelles | <ul style="list-style-type: none"> - Réforme de la réglementation - Politique de la concurrence - Approches de chef de file |
| Manque de capacité des PME à adopter l'innovation verte | <ul style="list-style-type: none"> - Accès aux financements - Développement des compétences - Rattachement des PME aux réseaux de connaissances - Amélioration de l'offre d'informations - Réduction des charges liées à la réglementation |
| Innovation non technologique | <ul style="list-style-type: none"> - Planification urbaine et des transports - Réforme de la réglementation |
| Transfert international de technologie | <ul style="list-style-type: none"> - Renforcement des capacités - Politiques commerciale et d'investissement - Protection par les DPI et contrôle de l'application de la législation - Communautés de brevets volontaires et mécanismes de collaboration |

Initiatives en faveur de la croissance verte



ROYAUME-UNI : banque d'investissement vert.

La banque sera lancée en 2012, et bénéficiera d'un financement public de 3 milliards GBP pour investir dans les projets bas-carbone qui seraient trop risqués, ou rentables à un horizon trop éloigné, pour attirer des investisseurs privés.



ALLEMAGNE : pionnière en matière de verdissement.

La Stratégie nationale de développement durable (2002) a fixé des objectifs pour 21 secteurs. En 2010, près de 17 % de la production d'électricité était assurée à partir de sources renouvelables, soit largement plus que l'objectif (12,5 %).



DANEMARK : l'agriculture de demain.

L'Accord sur la croissance verte du Danemark (2009) associe un niveau élevé de protection de l'environnement, de la nature et du climat à une agriculture et un secteur alimentaire modernes et compétitifs.



ÉTATS-UNIS :

croissance à long terme.

La loi américaine sur la reprise et le réinvestissement a pour objectif de créer ou sauver des emplois (2009), de relancer l'économie des États-Unis, et de jeter les bases d'une croissance économique pérenne.



BRÉSIL : villes durables.

Grâce à une politique d'urbanisme intégrée, Curitiba est la ville du Brésil où le taux d'utilisation des transports publics est le plus élevé et l'une de celles où la pollution atmosphérique est la plus faible.



UNION EUROPÉENNE :

suivre les progrès.

La stratégie « Europe 2020 » de l'UE pour une économie intelligente, durable et inclusive s'articule autour de la surveillance macroéconomique, du suivi des réformes favorisant la croissance et de la surveillance budgétaire.



RWANDA : restauration des écosystèmes.

L'initiative du Rwanda visant à préserver l'habitat du gorille des montagnes a relancé le tourisme qui représente désormais la plus grande part du PIB national.

Note: Cette carte est fournie à titre d'illustration et sans préjudice du statut ou de la souveraineté des territoires représentés.



CHINE : énergies renouvelables. La Chine a pour objectif de porter à 16 % d'ici à 2020 la part des sources d'énergie renouvelables dans sa production d'énergie primaire.



CORÉE : plans nationaux de croissance verte. La stratégie pour une croissance verte et le plan quinquennal (2009-2013) de la Corée définissent un cadre global d'action publique en faveur de la croissance verte. Aux termes du plan, l'État consacrera environ 2 % du PIB annuel à des programmes et projets favorisant la croissance verte.



JAPON : innovation verte. Les projets stratégiques nationaux du Japon concernant l'innovation verte visent à porter à 50 000 milliards JPY le marché lié à l'environnement et à créer 1.4 million d'emplois nouveaux liés à l'environnement.



NOUVELLE-ZÉLANDE : groupe consultatif sur la croissance verte.

Les ministres des Finances, du Développement économique et de l'Environnement ont créé conjointement un groupe consultatif à haut niveau du secteur privé, chargé de trouver des moyens d'apporter une valeur ajoutée aux secteurs d'exportation, d'utiliser plus intelligemment la technologie et l'innovation et d'aider les PME à améliorer leur efficacité énergétique.



INDONÉSIE : réduire les subventions.

L'Indonésie prévoit de réduire l'ensemble des subventions énergétiques de 10 à 15 % par an jusqu'en 2014.



AUSTRALIE : infrastructures efficaces.

Les priorités d'*Infrastructure Australia* devraient avoir des retombées économiques, sociales et environnementales bénéfiques, à un coût bien moindre que des investissements dans de nouvelles capacités.



AFRIQUE DU SUD : nouveau plan de croissance. En 2011, le Ministère du Développement économique a déclaré que l'Industrial Development Corporation s'était engagée à investir 25 milliards ZAF (rands) dans « l'économie verte » de l'Afrique du Sud au cours des cinq prochaines années.

0.012% : la part actuelle des obligations vertes dans le marché obligataire mondial de 91 000 milliards USD

Programmes d'investissement dans les infrastructures

Le verdissement de la croissance nécessitera par ailleurs de mettre en place des infrastructures de réseau adaptées aux technologies de nouvelle génération, en particulier dans les secteurs de l'énergie, des transports, de l'eau et des communications. L'investissement dans les infrastructures vertes peut éviter une coûteuse pérennisation de modèles de croissance inefficients. Il peut stimuler la croissance économique et apporter des avantages sur le plan social et sanitaire. Dans les économies en développement, des possibilités s'offriront de passer directement à de nouvelles formes de développement des infrastructures.

Étant donné l'ampleur des investissements requis dans la plupart des pays, il sera nécessaire de mobiliser des financements publics et privés - par exemple, via des partenariats public-privé, des stratégies associant tarification et fiscalité, la réforme des obstacles réglementaires et la mise en place de signaux rationnels à long terme afin de faciliter l'investissement des grands partenaires institutionnels, ainsi que l'aide au développement. De nombreux pays ont annoncé une montée en puissance de ces investissements. Par exemple, l'Afrique du Sud compte investir 44 milliards USD dans les infrastructures des transports, de l'eau et de l'énergie entre 2009 et 2011, soit une augmentation de 73 % par rapport aux niveaux de 2007-2008.

Investir dans les infrastructures de l'eau

Le vieillissement des infrastructures hydrauliques pose de plus en plus de problèmes dans les pays développés. D'après certaines estimations, les États-Unis devront investir 23 milliards USD par an au cours des vingt prochaines années pour maintenir le service au niveau actuel tout en respectant les normes sanitaires et environnementales. Le Royaume-Uni et le Japon devront accroître leurs dépenses de 20 à 40 % pour répondre aux besoins urgents de remise en état et de modernisation de leurs installations. D'après l'OMS, 18 milliards USD seront

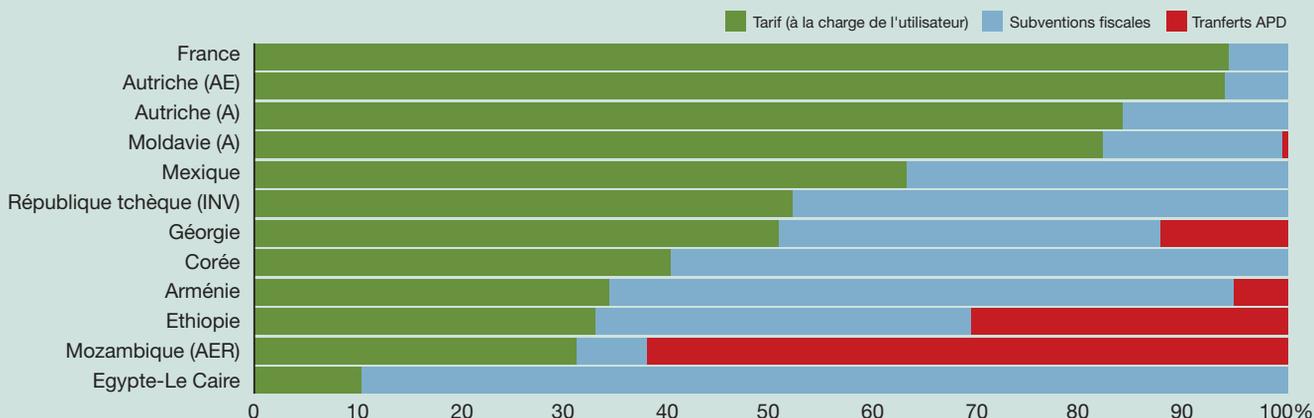
nécessaires chaque année dans les pays en développement pour étendre les infrastructures existantes et atteindre ainsi les OMD dans le domaine de l'eau, ce qui correspond à peu près à un doublement des dépenses actuelles. En outre, 54 milliards USD supplémentaires devront être déboursés chaque année uniquement pour continuer à desservir les populations qui le sont déjà.

L'application du recouvrement durable des coûts des services d'eau et d'assainissement peut procurer aux pouvoirs publics des

recettes qui les aideront à financer les infrastructures nécessaires.

Les investissements dans les infrastructures hydrauliques peuvent réduire la pression qui s'exerce sur les budgets publics de la santé en faisant diminuer les coûts externes imputables aux retombées sanitaires de la mauvaise qualité des services d'eau et d'assainissement. Le ratio bénéfices-coûts de la fourniture de services d'eau et d'assainissement de base dans les pays en développement atteindrait pas moins de 7 pour 1.

Financement des services d'eau et d'assainissement – source des revenus, 2005 à 2007



AE = approvisionnement en eau. A = assainissement.

INV = investissement seulement. AER = approvisionnement en eau en zone rurale.

Source: OCDE (2009), *De l'eau pour tous : Perspectives de l'OCDE sur la tarification et le financement*

Quel effet la croissance verte aura-t-elle sur l'emploi ?

Le verdissement de la croissance s'accompagnera de créations d'emplois, notamment d'emplois qualifiés dans des activités émergentes innovantes et vertes. Toutefois certains emplois seront menacés, au point qu'il faudra faciliter le reclassement des travailleurs entre les secteurs et entreprises en déclin et ceux en expansion, notamment ceux qui remplacent les activités polluantes par d'autres plus propres ou qui assurent des services environnementaux.

Les possibilités de création d'emploi liées à l'investissement dans des activités vertes

L'investissement dans des activités vertes créera de nombreux emplois, et un certain nombre de gouvernements ont déjà souligné les importantes possibilités de création d'emploi associées à certaines de leurs mesures de relance verte et de

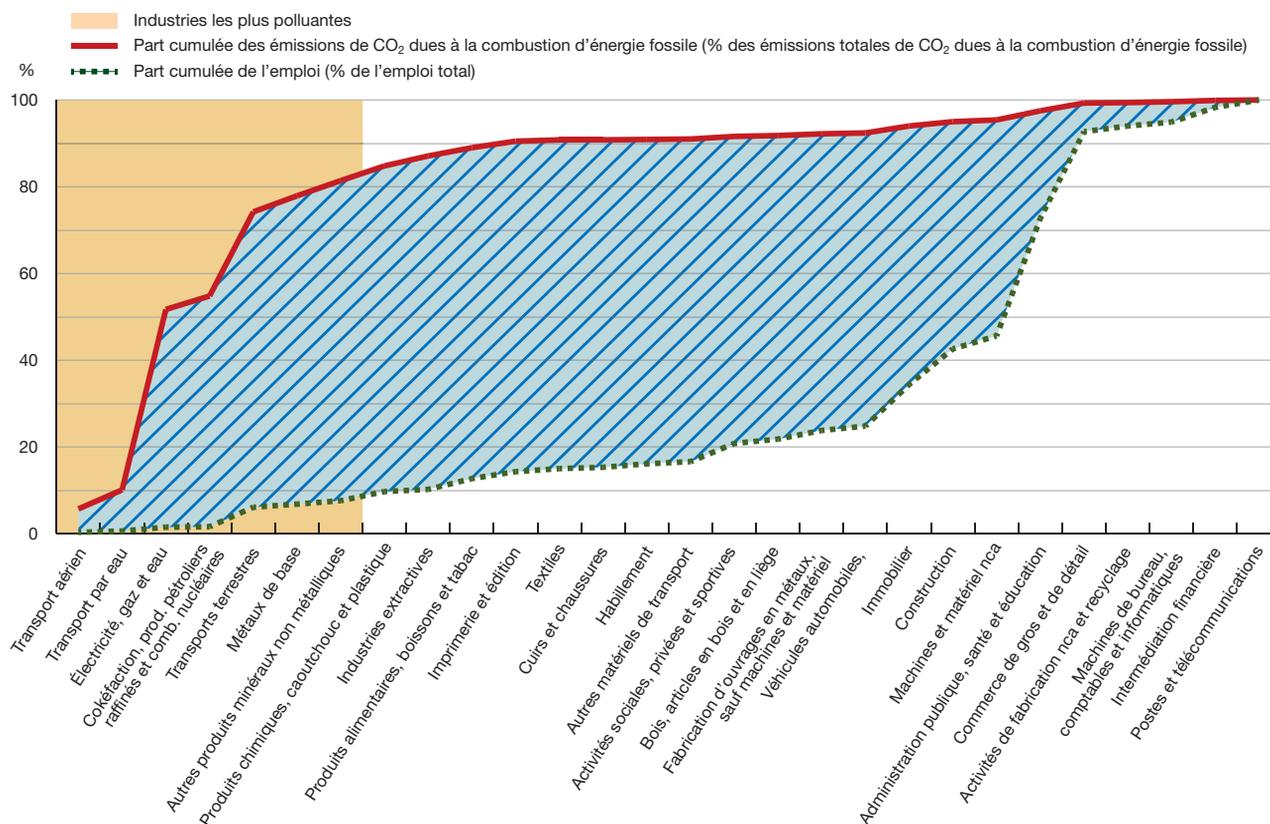
leurs stratégies en faveur de la croissance verte en général. Au-delà des programmes de stabilisation macro-économique à court terme, de vastes possibilités de création d'emplois sont associées au développement des énergies renouvelables. Selon de récentes estimations, la production et la distribution des énergies renouvelables pourraient se traduire par la création à l'échelle mondiale de 20 millions d'emplois d'ici à 2030.

Les énergies renouvelables se développeront dans une large mesure aux dépens de sources d'énergie plus polluantes, avec des pertes d'emplois à la clé. Toutefois, ces pertes seront probablement concentrées sur une faible proportion de la population active totale. De fait, si les industries les plus polluantes sont responsables d'une large part des émissions totales de CO₂, elles ne représentent

On estime que les **90 milliards USD** d'investissements dans les énergies propres engagés au titre de la loi pour la reprise économique des États-Unis permettront de sauver ou de créer environ 720 000 emplois-années d'ici à la fin de 2012.

Emploi et intensité d'émission de CO₂ dans les différents secteurs

Moyenne non pondérée de 27 pays de l'OCDE, 2004¹



1. Les secteurs sont classés par ordre croissant d'intensité d'émission de CO₂, définie comme le rapport des émissions de CO₂ à la valeur ajoutée. Au niveau de désagrégation indiqué dans le graphique, les plus polluants sont au nombre de sept : trois dans le secteur des transports, deux dans la production d'énergie et deux dans le secteur manufacturier.

Source : EFT, Base de données GTAP, base de données KLEMS.

Quel effet la croissance verte aura-t-elle sur l'emploi ?



qu'une faible part de l'emploi total (voir graphique). En 2004, dans les pays de l'OCDE pour lesquels on dispose de données, ces industries étaient responsables en moyenne de 82 % des émissions de CO₂ du secteur non agricole, alors qu'elles n'employaient que 8 % de la population active totale.

Dans l'ensemble, la plupart des études s'accordent sur le fait que la restructuration du secteur de l'énergie en vue de parvenir à une palette énergétique moins polluante est susceptible de se traduire par d'importants gains d'emploi nets. En effet, le secteur des énergies renouvelables crée plus d'emplois par mégawatt de puissance installée, par unité d'énergie produite, et par dollar d'investissement, que le secteur des énergies fossiles.

Effet global à long terme sur l'emploi

Cependant, la transition vers une croissance verte suppose beaucoup plus qu'une modification des sources de production d'énergie ; elle s'accompagne de changements systémiques qui ne peuvent être évalués qu'au moyen de modèles d'équilibre général complets. Dans ce contexte, un nombre croissant d'équipes de modélisation économique utilisent des modèles d'équilibre général calculable (MEGC) pour analyser les impacts économiques des politiques environnementales, y compris sur les marchés du travail. Étant donné que les politiques et institutions du marché du travail varient considérablement d'un pays à l'autre et interagissent de façon complexe avec les politiques visant d'autres marchés, il demeure difficile d'introduire une représentation précise des marchés du travail dans les modèles EGC environnementaux. Pour mieux éclairer ces questions, l'OCDE a aussi réalisé des exercices de simulation afin d'examiner les répercussions des politiques climatiques au moyen de son modèle d'équilibre général multisectoriel transnational ENV-linkages.

Ces simulations montrent, par exemple, que des réductions importantes des émissions de gaz à effet de serre peuvent être obtenues avec seulement un impact limité sur le rythme de croissance de l'emploi. De fait, le fonctionnement du marché du travail peut s'améliorer si les revenus procurés par la tarification du carbone sont utilisés pour stimuler la

demande de main-d'œuvre. Ainsi, dans une hypothèse raisonnable concernant les modalités d'ajustement du marché du travail, l'emploi dans la zone OCDE augmenterait de 7.5 % au cours de la période 2013-2030, contre 6.5 % en l'absence de mesures d'atténuation, et ce sans aucune perte de pouvoir d'achat pour les travailleurs. De surcroît, ces estimations ne tiennent pas compte de l'effet bénéfique sur l'emploi qu'aurait le renforcement de la croissance induit par l'innovation verte.

Politiques visant le marché du travail et les compétences

Les politiques du marché du travail et de la formation peuvent jouer un rôle important dans le cadre d'action en faveur de la croissance verte.



Les politiques du marché du travail doivent faire en sorte que les travailleurs et les entreprises soient capables de s'adapter rapidement aux changements découlant du verdissement de l'économie, notamment en saisissant les opportunités nouvelles. En aidant les travailleurs à passer d'un emploi dans un secteur en déclin à un emploi dans un secteur en expansion, elles peuvent aussi contribuer à assurer un juste partage des coûts d'ajustement occasionnés par la transition. De nouvelles compétences seront nécessaires, ce qui exigera des politiques appropriées en matière d'enseignement et de formation. Nombre de qualifications existantes resteront d'actualité, mais des déséquilibres et des déficits pourraient survenir. Les programmes de formation et de reconversion

auront un rôle important à jouer pour aider les travailleurs à trouver leur place dans la nouvelle économie verte.

La Stratégie réévaluée de l'OCDE pour l'emploi offre un cadre utile pour déterminer quelles sont les mesures qui pourront permettre de concilier le processus vigoureux de « destruction créatrice » nécessaire à la mise en place d'une croissance verte porteuse d'un niveau élevé d'emploi et d'une prospérité partagée. Trois domaines d'action doivent être considérés en priorité afin de promouvoir une transition juste et sans heurts :

- Un solide système de développement des compétences, et des programmes actifs du marché du travail facilitant la réinsertion rapide dans l'emploi, constituent les éléments clés d'une politique de l'offre visant à renforcer la capacité d'adaptation du marché du travail.
- Du côté de la demande, une protection modérée de l'emploi et une vive concurrence sur les marchés de produits sont deux facteurs importants pour favoriser une création d'emplois vigoureuse dans un contexte où les politiques environnementales et l'éco-innovation créent de nouvelles niches concurrentielles vertes.
- Il est nécessaire d'associer aux mesures qui ont pour but de renforcer la capacité d'adaptation du marché du travail des dispositifs d'accompagnement comme l'assurance chômage et les prestations liées à l'exercice d'une activité, pour faire en sorte que le dynamisme recherché ne soit pas obtenu au prix d'une insécurité ou d'une inégalité excessives pour les travailleurs et leurs familles.



Les **50 000 milliards KRW** investis par la Corée dans le cadre de sa « Nouvelle donne verte » devraient créer entre 2009 et 2012 pas moins de 960 000 emplois, associés notamment à un réseau de transport respectueux de l'environnement, à la gestion de l'eau et la remise en état des cours d'eau, aux énergies propres, aux technologies vertes de l'information et à la valorisation énergétique des déchets.



« L'érosion de la biodiversité et la dégradation des écosystèmes s'accroissent, mettant en péril l'activité économique, mais si l'on arrive à les gérer correctement, elles pourraient se transformer en nouvelles opportunités. »

Björn Stigson, Président du World Business Council for Sustainable Development.
www.wbcsd.org

Traiter les aspects redistributifs

Le sentiment général est que les politiques de croissance verte porteront préjudice à certaines personnes. Ce ne sera pas forcément le cas, mais l'acceptabilité de certaines politiques clés risque d'être fragilisée si ces craintes ne sont pas prises en considération.

Les catégories concernées doivent participer d'emblée au processus d'élaboration des politiques. Ce dernier doit être transparent et expliciter clairement les motifs de la réforme. Pour répondre aux préoccupations des entreprises, concernant par exemple une éventuelle perte de compétitivité lors de la transition, une coordination multilatérale des politiques s'impose. Des mécanismes de compensation peuvent se justifier mais ils seront coûteux. Il faudra mettre en place des programmes bien ciblés pour compenser les éventuels effets préjudiciables subis par les ménages pauvres, en tenant compte de la configuration de l'ensemble du système de prélèvements et de prestations.

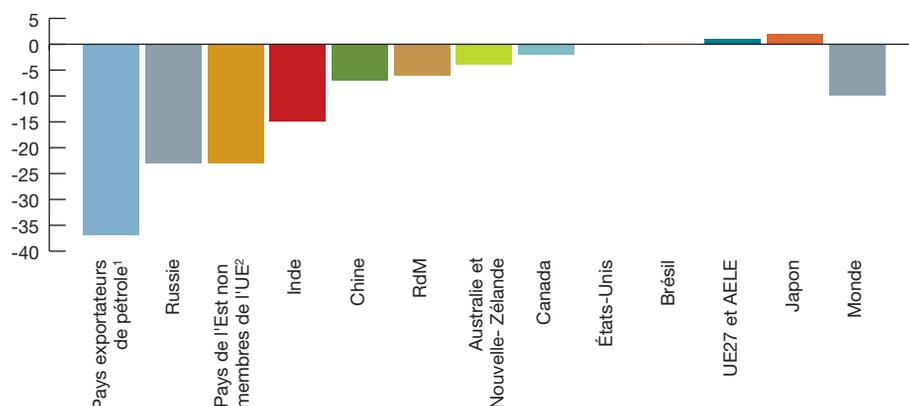
Ainsi, la suppression progressive des subventions dont bénéficie l'énergie aura des retombées positives sur l'environnement et l'économie dans son ensemble, mais elle pourrait avoir des conséquences dommageables à court terme pour certaines nations ou catégories de population. Un problème classique d'économie politique se pose dès lors. Le manque à gagner provoqué par la hausse des prix de l'énergie se verra immédiatement et sera important pour certaines personnes, mais les avantages économiques et environnementaux mettront plus de temps à se manifester et seront plus dispersés. Des mesures compensatoires doivent être conçues expressément avec ce souci à l'esprit, notamment sur les marchés émergents ou certaines populations sont particulièrement vulnérables face aux coûts de transition associés à la croissance verte. Dans le contexte de leur engagement à réduire les subventions aux combustibles fossiles, l'Inde et l'Indonésie, par exemple, prennent d'importantes mesures en ce sens.

10% : l'ampleur de la réduction des émissions mondiales de GES obtenue d'ici à 2050 grâce à la suppression des subventions aux combustibles fossiles

2% à 4% : l'ampleur des gains de revenus réels pouvant être obtenus en supprimant les subventions en faveur des combustibles fossiles

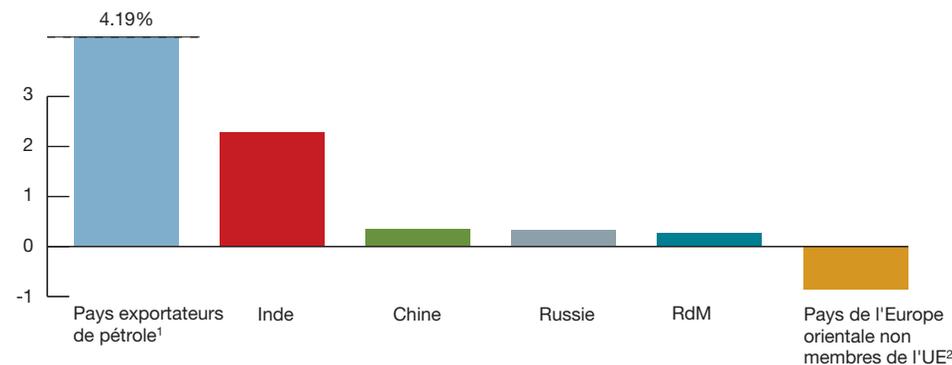
Émissions de GES en cas de suppression des subventions aux combustibles fossiles

Écart en % par rapport au scénario de référence



Impact sur le revenu réel d'une suppression unilatérale des subventions aux combustibles fossiles

Écart en % par rapport au scénario de référence



1. Ce groupe comprend les pays du Moyen-Orient, l'Algérie, la Libye, l'Égypte, l'Indonésie et le Venezuela.

2. Ce groupe comprend l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Biélorussie, la Croatie, la Géorgie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, la Moldavie, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ukraine.

Source : Modèle ENV-Linkages de l'OCDE, à partir des données de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) relatives aux subventions

La coopération internationale au service de la croissance verte

Créer une architecture mondiale propice à la croissance verte exigera d'intensifier la coopération internationale. **Le renforcement des dispositifs mis en place pour gérer les biens publics mondiaux, notamment en ce qui concerne la biodiversité et le climat**, est une condition *sine qua non* pour remédier aux problèmes de coordination et d'incitation. Les accords conclus en 2010 lors du sommet de Cancun sur le climat donnent des raisons d'être optimiste quant à la possibilité de réaliser des avancées, mais il s'agit de ne pas relâcher les efforts. Les flux financiers, notamment, doivent tout à la fois devenir un moteur de la croissance et du développement et inciter à préserver la qualité des biens publics mondiaux.

L'aide publique au développement (APD) peut continuer de jouer un rôle important dans l'instauration de conditions propices à une croissance verte, en ciblant les domaines où les incitations en faveur de l'investissement privé sont limitées et les investissements insuffisants, notamment dans les infrastructures essentielles et le renforcement des capacités humaines et institutionnelles. Il est possible de renforcer encore la contribution de l'APD à la croissance verte dans les pays en développement en veillant à ce que les effets du changement climatique et les risques de catastrophes soient systématiquement pris en

compte dans le processus de validation des investissements publics. De même, l'aide à la lutte contre la pauvreté doit favoriser la garantie des moyens de subsistance et la résilience à la dégradation de l'environnement.

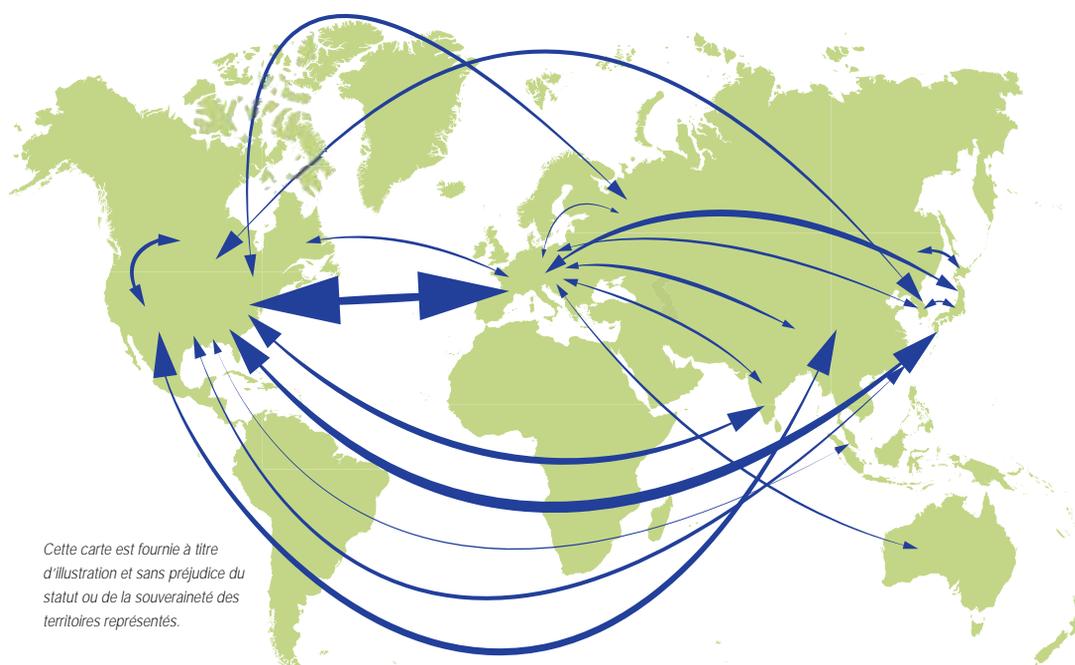
L'intensification de la coopération en science et technologie devra être étayée par des approches plus concertées pour accélérer le développement et la diffusion des technologies et renforcer les capacités de recherche dans les pays en développement. Pour promouvoir une diffusion rapide des technologies et procédés verts, il importe de faire appel à des mécanismes de financement ciblés et limités dans le temps, comme les garanties d'emprunt et les mécanismes d'assurance, ainsi qu'à d'autres formes de partage des risques, et de s'engager sur la stabilité et la prévisibilité des politiques économiques et environnementales.

Des efforts accrus visant à stimuler les échanges et l'investissement internationaux pourraient contribuer à une croissance soutenue et favoriser la diffusion des technologies vertes. Il faut aussi veiller à ce que les perspectives de développement des pays à bas revenu ne soient pas compromises par les retombées potentielles des mesures nationales concernant le commerce et l'investissement.



La coopération technologique internationale au service du renforcement des capacités

Le cas des technologies solaires photovoltaïques



Cette carte est fournie à titre d'illustration et sans préjudice du statut ou de la souveraineté des territoires représentés.

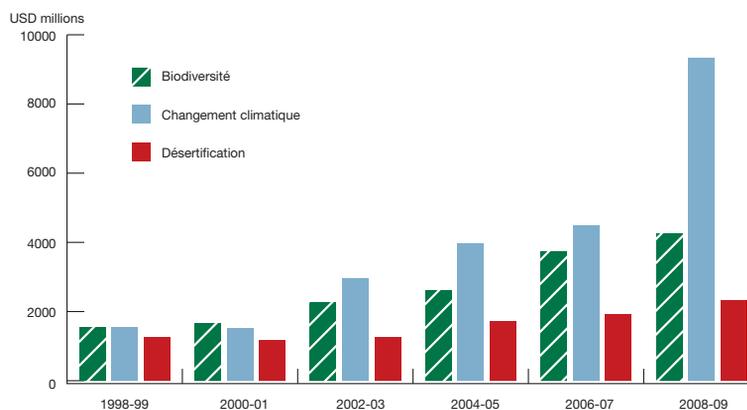
Note : Cette carte montre la fréquence avec laquelle les inventeurs de différents pays coopèrent à la mise au point de technologies brevetées. Données extraites de la base de données statistiques mondiale OEB/OCDE sur les brevets.

Source : Hascic, I., N. Johnstone, F. Watson et C. Kaminker (2010), « Climate Policy and Technological Innovation and Transfer: An Overview of Trends and Recent Empirical Results », OCDE, Paris.

Certains pays craignent des effets dommageables sur les échanges et l'investissement en cas de récupération du débat sur l'action en faveur de la croissance verte par les tenants du protectionnisme. Pour l'instant, la question du protectionnisme à l'égard de l'investissement associée aux politiques de croissance verte n'apparaît pas comme un problème majeur, mais il est conseillé de rester vigilant. La Table ronde de l'OCDE sur la liberté d'investissement continuera de suivre de près les mesures visant l'investissement pour veiller à ce qu'elles ne servent pas un protectionnisme déguisé. Les gouvernements sont encouragés à continuer le suivi de leurs accords d'investissement au regard de leurs objectifs environnementaux.

Aide axée sur les défis environnementaux

Catégories correspondant aux Conventions de Rio, en millions USD¹



1. Membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, moyennes sur deux ans, engagements, prix constants de 2008.

Source : CAD-OCDE : Base de données sur les activités d'aide du SNPC.

Initiatives internationales et coopération en matière de croissance verte

Dans la perspective de la Conférence Rio+20 de 2012, les efforts récemment déployés pour favoriser la croissance verte comportent un nombre croissant d'initiatives internationales.

L'Initiative pour une économie verte du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), lancée en 2008, regroupe plus de 20 organismes des Nations Unies ayant pour objectif de développer les investissements dans des secteurs (plus) verts. Depuis 2010, l'Initiative pour une économie verte fournit des services consultatifs à un certain nombre de gouvernements, avec une présence active dans quinze pays. En février 2011, le PNUE a publié un rapport intitulé *Vers une économie verte : Pour un développement durable et une éradication de la pauvreté*, dans lequel il affirme qu'une économie verte est non seulement pertinente pour les économies développées, mais peut également constituer un catalyseur de croissance et d'éradication de la pauvreté dans les pays en développement.

Dans le cadre des efforts déployés pour aider les pays à évaluer les progrès accomplis sur la voie de la croissance verte, l'OCDE et le

PNUE collaborent étroitement, y compris avec d'autres institutions comme la Division des statistiques des Nations Unies (UNSD), d'autres organismes des Nations Unies, la Banque mondiale, EUROSTAT et l'Agence européenne pour l'environnement (AEE), pour élaborer un ensemble commun d'indicateurs essentiels de l'économie verte.

Parmi les initiatives internationales visant à étudier les conséquences de la croissance verte dans différents secteurs, on peut citer le projet de la FAO sur l'économie verte et l'agriculture, qui porte sur les moyens d'assurer le développement durable, la sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté par la mobilisation du secteur agricole et alimentaire. Une réunion conjointe d'experts internationaux FAO-OCDE sera organisée en septembre 2011.

L'AIE et l'OCDE élaborent conjointement un rapport sur la croissance verte dans le secteur de l'énergie qui sera lancé en juin 2011.

En mars 2011, la Banque mondiale a invité les gouvernements et les agences de développement à participer à une nouvelle plateforme mondiale de connaissances sur la croissance verte mise en place

conjointement par la Banque mondiale, le PNUE et l'OCDE. Cette plateforme vise à rassembler les partisans du développement durable afin de promouvoir et de mettre en œuvre des politiques de croissance verte grâce à l'échange de connaissances, d'informations et de données d'expérience. Les trois organisations unissent aussi leurs efforts pour coordonner leurs contributions à Rio+20 (juin 2012), qui constituera une étape sur la voie d'une transformation de l'économie mondiale.

D'autres institutions ont été créées, notamment le *Global Green Growth Institute* (GGGI), qui jouent un rôle grandissant dans la création d'une architecture mondiale propice à la croissance verte. Agissant en faveur de partenariats solides et d'un partage des connaissances entre divers gouvernements et organisations internationales et régionales, le GGGI soutient la création et la diffusion d'une croissance verte conciliant, d'une part, des objectifs de réduction de la pauvreté, de création d'opportunités économiques et de développement social et, d'autre part, des objectifs de durabilité environnementale, de résilience climatique et de sécurité énergétique.

Suivre les progrès vers la croissance verte

La transition vers une croissance verte nécessite des informations appropriées et des données comparables pour étayer l'analyse des politiques et suivre les progrès accomplis, y compris au niveau international. Le cadre OCDE de suivi des progrès sur la voie d'une croissance verte comporte à cet effet quatre groupes d'indicateurs interdépendants portant sur :

■ **La productivité de l'environnement et des ressources**, qui permet de saisir la nécessité d'une utilisation efficiente du capital naturel et d'aspects de la production qui sont rarement quantifiés dans les modèles économiques et les cadres comptables.

■ **Les actifs économiques et environnementaux**, pour rendre compte du fait que l'amenuisement du stock d'actifs fait peser un risque sur la croissance et qu'une croissance pérenne exige de garder intact le stock d'actifs.

■ **La qualité environnementale de la vie**, pour rendre compte des effets directs de l'environnement sur la vie des gens, en mesurant par exemple l'accès à l'eau ou les effets nocifs de la pollution atmosphérique.

■ **Les opportunités économiques et les réponses apportées**, pour déterminer dans quelle mesure les politiques contribuent à assurer une croissance verte et dans quels domaines leurs effets sont les plus marqués.

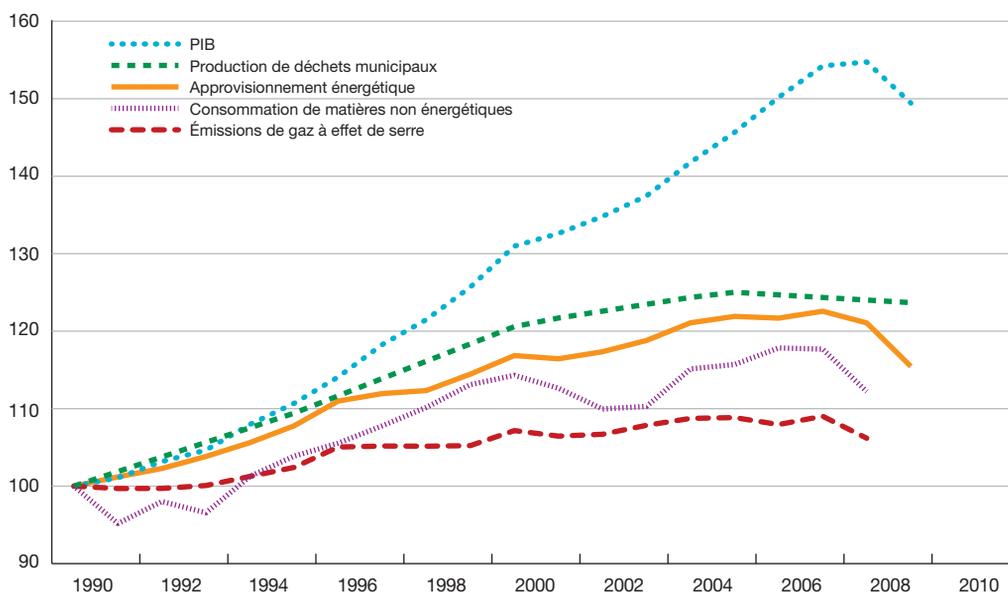
Pour chaque groupe, une liste d'indicateurs établie à partir des travaux existants et de l'expérience de l'OCDE est proposée. Ces listes ne sont pas définitives et feront l'objet d'un travail de mise au point à mesure de l'obtention de nouvelles données et de l'évolution des concepts. Elles sont complétées par des indicateurs décrivant le contexte socio-économique et les caractéristiques de la croissance.

Il ressort des travaux réalisés à ce jour que les taux de croissance du PIB et d'autres indicateurs de la production dépassent en général ceux des intrants environnementaux employés dans le système de production, nonobstant des différences sensibles entre les pays. Autrement dit, la productivité de l'environnement et des ressources augmente. Cependant, l'amélioration de la productivité de l'environnement ne s'accompagne pas nécessairement d'une baisse absolue des pressions exercées sur l'environnement ou d'une utilisation durable de tous les actifs naturels.



Tendances en matière de découplage, OCDE

Indice 1990 = 100



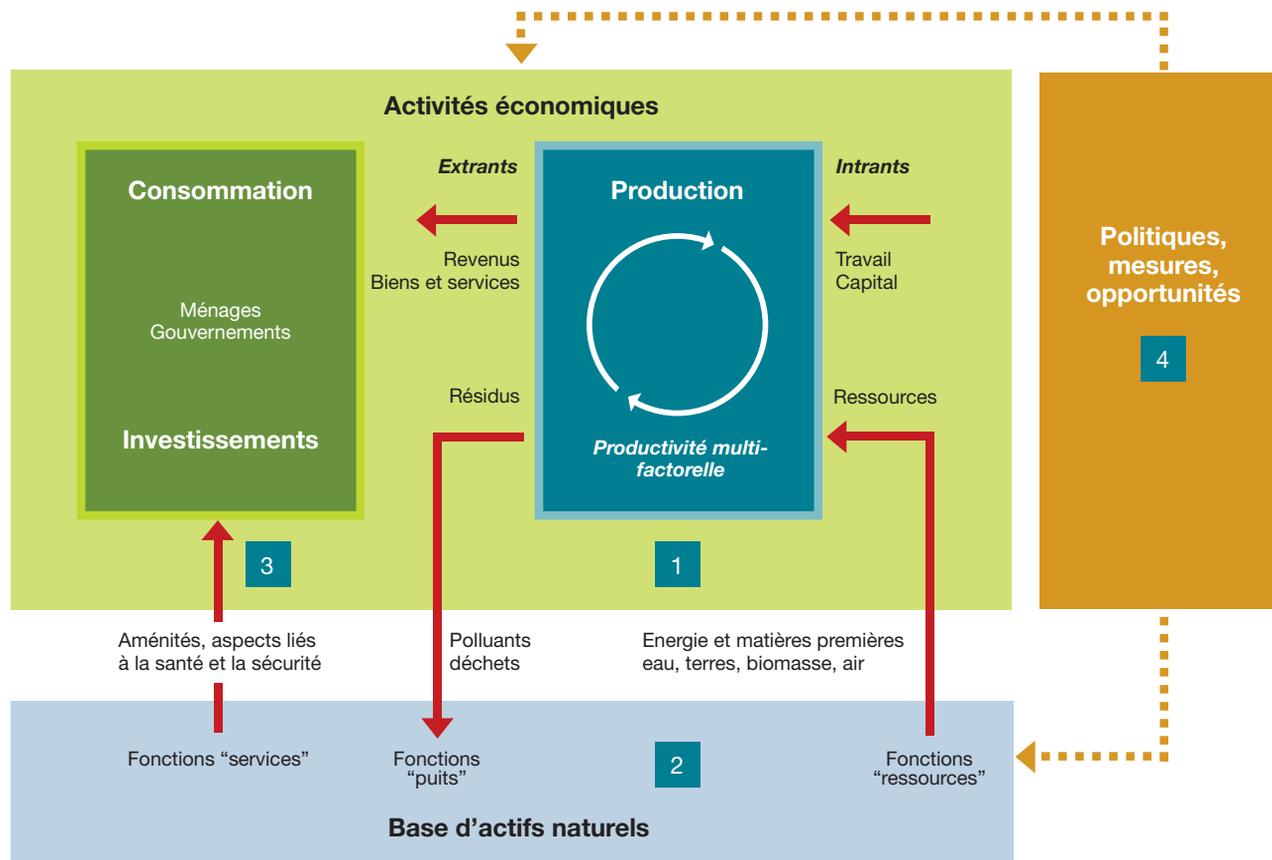
Source : Données OCDE et AIE sur l'environnement.

Les indicateurs qui mesurent « l'économie verte » doivent être interprétés avec prudence. Si l'on en juge par la taille des secteurs qui prennent part à la production de biens et services environnementaux, « l'économie verte » a aujourd'hui un poids relativement modeste. Toutefois, des opportunités économiques, des créations d'entreprises et des innovations en rapport avec la croissance verte peuvent survenir dans tous les secteurs, de sorte qu'une évaluation limitée aux secteurs verts stricto sensu sous-estime l'importance économique des activités liées à l'environnement.

Aperçu des groupes d'indicateurs et thèmes proposés

| | | |
|--|---|--|
| 1 | La productivité environnementale et des ressources de l'économie | <ul style="list-style-type: none"> • Productivité carbone et énergie • Productivité des ressources: matières, nutriments, eau • Productivité multi-factorielle |
| 2 | La base d'actifs naturels | <ul style="list-style-type: none"> • Stocks renouvelables : eau, forêts, poissons • Stocks non-renouvelables : ressources minérales • Biodiversité et écosystèmes |
| 3 | La dimension environnementale de la qualité de la vie | <ul style="list-style-type: none"> • Santé et risques environnementaux • Services environnementaux et aménités |
| 4 | Les opportunités économiques et les réponses politiques | <ul style="list-style-type: none"> • Technologie et innovation • Biens et services environnementaux • Flux financiers internationaux • Prix et transferts • Compétences et formation • Réglementations et approches de gestion |
| Le contexte socio-économique et les caractéristiques de la croissance | | <ul style="list-style-type: none"> • Croissance et structure économique • Productivité et échanges • Marchés du travail, éducation et revenus • Caractéristiques socio-démographiques |

Système d'indicateurs de la croissance verte



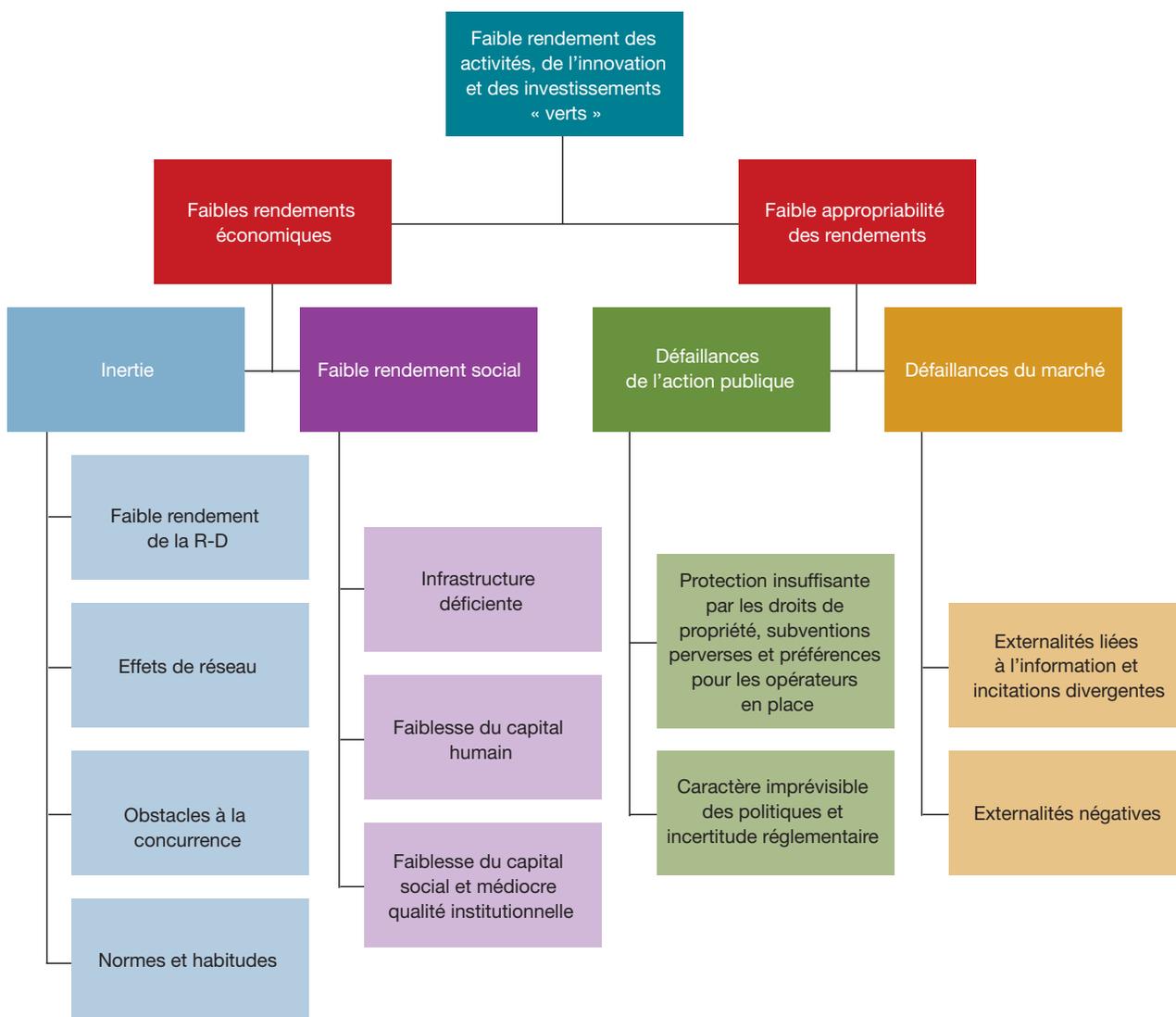
Bâtir des stratégies de croissance verte



La croissance verte doit être conçue comme un complément stratégique aux priorités existantes de réforme des politiques économique et environnementale. Les pouvoirs publics qui souhaitent donner une orientation écologique à l'expansion dans leur pays devront placer cet enjeu au cœur de leur stratégie économique. Cela suppose que les autorités chargées des finances, de l'économie et de l'environnement jouent un rôle moteur.

Pour faciliter l'élaboration de stratégies de croissance verte et définir les priorités de l'action, le rapport intitulé *Vers une croissance verte* propose un cadre de diagnostic pour identifier les principales contraintes qui s'opposent au verdissement de la croissance, ainsi que les mesures envisageables pour y faire face. Cet exercice est détaillé dans un document complémentaire : *Outils pour la mise en place d'une croissance verte*.

Diagnostic de la croissance verte



Prochaines étapes de la Stratégie de l'OCDE pour une croissance verte

Pour être couronnées de succès, les stratégies pour une croissance verte doivent être pleinement intégrées dans les politiques gouvernementales.

L'OCDE est particulièrement bien placée pour contribuer à ces efforts, grâce à la longue expérience qu'elle a acquise en collectant des données, en élaborant des outils pour les analyser et en mettant à profit les compétences relevant de divers domaines d'action pour formuler une approche cohérente.

La publication de la Stratégie pour une croissance verte en mai 2011 marquera le point de départ du programme d'action de longue haleine que l'OCDE mettra en œuvre pour étayer les efforts déployés aux niveaux national et international en faveur d'une croissance verte.

Par la suite, le cadre et les enseignements stratégiques présentés dans le rapport pourront être adaptés en fonction des conditions propres à chaque pays et fournir des orientations pour des travaux d'analyse suivis sous la forme d'examens par pays. De tels travaux pourront offrir l'occasion d'évaluer en profondeur l'interaction (ou l'absence d'interaction) des politiques au service d'une croissance verte. La mise au point des panoplies de mesures de croissance verte qui accompagneront cette Stratégie pourra étayer davantage encore la mise en œuvre des politiques au niveau national.

L'expérience procurée par les examens par pays et par l'évaluation des politiques en général pourrait déboucher sur l'élaboration d'un outil d'analyse qui permettrait de mettre en évidence les actions à mener en priorité dans chaque pays, sur la base d'une analyse comparative et d'une compréhension des bonnes pratiques. Des travaux complémentaires sur les indicateurs de la croissance verte et les questions de mesure seraient utiles à cet égard. De fait, la confrontation des indicateurs avec les données disponibles et comparables au niveau international nécessite d'importants travaux statistiques. L'OCDE poursuivra ces activités dans les années à venir, de façon à améliorer les possibilités de suivre la transition vers une croissance verte dans les pays membres de l'Organisation et dans d'autres économies.

Des travaux d'analyse supplémentaires doivent aussi être consacrés aux coûts et avantages de différents instruments d'action. En outre, des études sur des questions précises et des secteurs particuliers apporteront des éléments plus concrets sur les incidences du verdissement de la croissance dans un certain nombre de domaines. Dans un premier temps, les priorités sont l'alimentation et l'agriculture, le secteur de l'énergie, l'eau, la biodiversité et la coopération pour le développement, ainsi que les politiques de la ville et de développement rural.



Exemples de travaux de l'OCDE sur la croissance verte

Mai 2011

- *Vers une croissance verte* – Rapport de synthèse sur la Stratégie pour une croissance verte
- *Vers une croissance verte – Suivre les progrès : les indicateurs de l'OCDE*
- *Outils pour la mise en place d'une croissance verte*

– *Suivi des problèmes de protectionnisme vert en matière d'investissement*

- Rapport sur la croissance verte et les pays en développement
- Rapport sur l'innovation verte
- Plateforme de politique de l'innovation
- Croissance verte et biodiversité
- La croissance verte et l'eau

2011-2012

- *Stratégie pour une croissance verte : alimentation et agriculture – Rapport préliminaire*
- Étude conjointe AIE/OCDE sur la croissance verte dans le secteur de l'énergie
- Activités de suivi de la croissance verte :
 - *Indicateurs de la croissance verte*
 - *Intégration de la croissance verte dans les Études économiques et les Examens environnementaux*
 - *Rapports sur la croissance verte pour les économies émergentes*

- Programme Villes Vertes
- Énergies renouvelables et développement rural
- Projet sur les financements verts
- Réglementations environnementales et croissance
- Recettes fiscales vertes
- Potentiel de création d'emplois associé à la transition vers une économie sobre en carbone
- Rapport sur la transition vers une économie verte à l'échelle locale

Principales publications de l'OCDE



A Framework for Assessing Green Growth Policies, Document de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE, n° 685 (2010)

Cities and Climate Change (2010)

Économie de la lutte contre le changement climatique : Politiques et options pour une action globale au-delà de 2012 (2009)

Employment Impacts of Climate Change Mitigation Policies in OECD : A General-Equilibrium Perspective, Documents de travail de l'OCDE sur l'environnement, n° 32 (2011, à paraître).

Energy Technology Perspectives 2010 : Scenarios and Strategies to 2050, AIE (2010)

Études de l'OCDE sur la croissance verte : Alimentation et agriculture – (2011, à paraître, rapport préliminaire)

Études de l'OCDE sur la croissance verte : Énergie (2011, à paraître)

Globalisation, Transport and the Environment (2010)

Greener and Smarter – ICTs, the Environment and Climate Change (2010)

Greening Household Behaviour : The Role of Public Policy (2011)

Greening Jobs and Skills : Labour Market Implications of Addressing Climate Change, Document de travail du Programme d'action et de coopération concernant le développement économique et la création d'emplois au niveau local (LEED) de l'OCDE (2010)

La fiscalité, l'innovation et l'environnement (2010)

La stratégie de l'OCDE pour l'innovation : Pour prendre une longueur d'avance (2010)

L'éco-innovation dans l'industrie : favoriser la croissance verte (2010)

Les politiques de soutien à l'éco-innovation (2011)

Linkages between Agricultural Policies and Environmental Effects : Using the OECD Stylised Agri-environmental Policy Impact Model (2010)

Outils pour la mise en place d'une croissance verte (2011)

Payer pour la biodiversité : Améliorer l'efficacité-coût des paiements pour services écosystémiques (2010)

Perspectives de l'environnement à l'horizon 2030 (2008)

Réformes économiques 2010 : Objectif croissance (2010)

Subsidy Reform and Sustainable Development : Political Economy Aspects, OECD Sustainable Development Studies (2007)

The Economics of Adapting Fisheries to Climate Change (2011)

Transition to a Low-Carbon Economy : Public Goals and Corporate Practices (2010)

Vers une croissance verte (2011)

Vers une croissance verte – Suivre les progrès : les indicateurs de l'OCDE (2011)

World Energy Outlook 2010, AIE (2010)

Dialogue international sur la croissance verte

Afin d'améliorer la coordination internationale, les pays membres de l'OCDE ont lancé un Dialogue international sur la croissance verte, auquel participent également les pays émergents et en développement, d'autres organisations internationales, le secteur privé ainsi que des ONG. Cette structure encouragera le débat autour des questions de croissance verte et fournira un espace de travail permettant un enrichissement mutuel entre les différents domaines de travail.

Pour participer à la discussion, rendez-vous sur le site Web sécurisé :

<https://community.oecd.org/community/greengrowth>

Pour vous inscrire, adressez vos coordonnées à :

greengrowth@oecd.org. Les utilisateurs inscrits recevront une lettre d'information sur les thèmes relatifs à la croissance verte.

Pour plus d'informations :

www.oecd.org/croissanceverte

